



## A L’AFFICHE

**8 Mars :**  
**la DGCPT rend**  
**hommage à**  
**des femmes**  
**pionnières dans**  
**leurs domaines**  
**d’activités**



**P.5**

**Actualité du réseau**  
**La DGCPT a tenu**  
**son premier comité**  
**de direction de**  
**l’année**

**P.7**



**UN agent, UN métier**

**Entretien avec Mme le Payeur**  
**d’Afrique du Sud**

**P.16**

probité

sincérité

disponibilité

# EDITO

## ÉDITO

### DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :

Directeur Général

### RÉDACTEUR EN CHEF :

Comité de rédaction du contenu  
des publications et du traitement  
de l'information

### CONTACT :

Comité de rédaction du contenu  
des publications et du traitement  
de l'information

### ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

DG / DOMF / DRH / DCPC / CFDT  
PAIERIE AFRIQUE DU SUD / SARP

### DESIGN ET APPUI RÉDACTIONNEL :

BiBa Consulting

**A** lors que le pays reprend le cours normal de la vie, après une période difficile due à la COVID 19, le Trésor Public est plus que jamais focalisé sur la réalisation des missions qui lui sont assignées par les plus hautes autorités.

La Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor (DGCPT), doit être avant-gardiste pour mener à bien la stratégie interne, lui permettant d'atteindre les objectifs qu'elle se fixe chaque année.

Il est essentiel que l'institution, mette à la disposition de ses personnels tous les outils pour qu'ils opèrent de façon optimale. C'est tout le sens du déploiement progressif des formations inscrites au plan de développement des compétences (PDC) 2022 et la participation à d'autres séminaires initiés par les partenaires techniques du Trésor.

Autant la Direction Générale est sur le terrain du renforcement des capacités des agents, autant le rappel des principes relatifs au respect de l'éthique et de la déontologie, sont essentiels.

La mobilisation de ressources exige des agents, une ingéniosité constante à tous les niveaux. La campagne conjointe sur la promotion des titres du Trésor par exemple, est une des actions phares, destinées à accélérer le niveau de mobilisation des ressources financières, dans le but de donner plus de marge à l'Etat.

En déclinant un programme cohérent, de formations, de qualité de service, en passant par la mobilisation des ressources, la Direction Générale ne ménage aucun effort pour tirer tout le bénéfice de l'environnement économique favorable actuel, à quelques semaines de la levée de l'ensemble des mesures restrictives liées à la pandémie sanitaire. Il n'en demeure pas moins que la DGCPT, continuera à faire preuve de vigilance, pour mieux aborder les tournants à venir.



**...Il est  
essentiel que  
la DGCPT,  
mette à la  
disposition de  
ses personnels  
tous les outils  
pour qu'ils  
opèrent à  
leur meilleur  
niveau..**

# SOMMAIRE



01

**8 MARS :**  
La DGCPT rend hommage à des femmes pionnières dans leurs domaines d'activités.

02

## 1<sup>ER</sup> COMITÉ DE DIRECTION 2022

La Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor a tenu son premier comité de direction de l'année.

03

## UN AGENT, UN MÉTIER

Entretien avec Mme le Payeur d'Afrique du Sud

04

## VIE SOCIALE

Carnet rose, anniversaire départ à la retraite et décès.

## Promotion des titres du Trésor

Suite de la campagne conjointe sur la promotion des titres du Trésor dont l'objectif est de mobiliser 700 milliards.

## Lancement de la campagne sur l'évaluation de la performance

Dans le but de permettre à la Direction Générale d'apprécier le niveau de compétence des agents.

## Conseil d'orientation scientifique et pédagogique

Le conseil d'orientation scientifique et pédagogique au Centre de Formation et de Documentation du Trésor (CFDT), s'est tenu le 3 mars dernier.

## Seminaire de formation sur l'éthique et la déontologie administrative

Avec pour objectifs principaux de rappeler les règles d'éthique et de déontologie et de présenter les risques liés au non-respect des obligations déontologiques.

## Séminaire national sur les Statistiques des Finances Publiques (SFP)

Le séminaire visait principalement à renforcer les connaissances et les capacités techniques des participants.





## 8 Mars : La DGCPT rend hommage à des femmes pionnières dans leurs domaines d'activités.

Les droits des femmes sont célébrés chaque année à travers le monde, et comme à l'accoutumée la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor n'a pas manqué de reconnaître la valeur de la femme et de ses droits dans la société.

Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor (DGCPT)



« La femme a sa place dans la société gabonaise et maintenant il lui revient, de construire sa vie, de faire des choix qui contribueront au quotidien à son épanouissement tant humain, spirituel que professionnel »

En effet, le 8 mars dernier, ce sont des femmes inspirantes, engagées et précurseurs qui ont fait et continuent de faire la fierté du Trésor qui ont été mises à l'honneur lors de cette journée. Ce fut une occasion agréable pour nous d'aller à la rencontre de cinq (5) d'entre elles, notamment **Yolande OKOULATSONGO** (Trésorier Payeur Général), **MAMFOUMBI Marie Fabienne Epse MOUSSAVOU** (Caissière Principale), **Sidonie NGOMA** (Inspecteur des Services Adjoint en charge du Pôle Management et Pilotage), **Delphine DAMAS IZOURE** (Chef de Projet GPEEC), **Alice Yolande AMIAR épouse OVENGA** (Directeur du Personnel et des Moyens).

«Ce que je retiens de mes années en qualité de Trésorier Payeur Général (TPG), c'est déjà la nomination. Cela a été une grande surprise. A l'écoute de mon nom, j'ai tout de suite mesuré la charge et la responsabilité qui était la mienne. J'ai également éprouvé une grande fierté, en tant que femme, d'accéder à cette haute fonction. J'ai remercié les plus hautes autorités du Gabon, en tête desquelles son Excellence **Ali BONGO ONDIMBA**, qui a placé sa confiance à l'égard des femmes dès le début de son premier mandat. Une confiance que je me devais de matérialiser avec dévouement et abnégation».

S'adressant à la nouvelle génération des femmes qui s'identifient à elle,



elle dit : « *la femme a sa place dans la société gabonaise et maintenant il lui revient de construire sa vie, de faire des choix qui contribueront au quotidien à son épanouissement tant humain, spirituel que professionnel. Le Gabon est un pays d'opportunités où le dispositif institutionnel et constitutionnel permet l'épanouissement de chaque individu* ».

S'agissant de la bonne gestion d'une administration, fort de son expérience, **Yolande OKOULATSONGO** explique que « *le volet management, savoir orienter, diriger et avoir le feedback des équipes est essentiel pour la bonne marche de l'administration* ».

D'autres femmes ont également occupé des fonctions à responsabilités au sein de la DGCPT, notamment

**Marie Fabienne MAMFOUMBI Epse MOUSSAVOU**, Caissière Principale, qui a évoqué des challenges qu'elle a su relever : « *Remplacer un homme qui a fait plus de 30 ans dans ce service n'était pas facile. De plus le travail n'était pas informatisé comme maintenant, c'était un travail manuel mais j'ai su relever le défi* ».

**Sidonie NGOMA**, Inspecteur des Services Adjoint en charge du Pôle Management et Pilotage, s'est exprimée sur la fierté qui l'anime en ces termes « *ce qui est intéressant c'est effectivement de me retrouver dans un environnement d'hommes. Et le fait pour moi d'avoir évolué depuis 2010, de participer et de challenger avec eux, c'est quelque chose qui m'encourage et inspire aussi, je*

*suppose, d'autres femmes* ».

**Delphine DAMAS IZOURE** a aussi pris la parole pour édifier sur les actions entreprises dans le cadre de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences, à l'époque où elle était chef de projet GPEEC.

**Alice Yolande AMIAR épse OVENGA**, Directeur du Personnel et des Moyens « *c'était la première fois qu'une femme occupe cette fonction. Que des beaux souvenirs, c'était pour moi un honneur de participer à la restauration et à la réhabilitation du patrimoine du Trésor* ».

En somme, toutes ces femmes ont contribué à faire avancer la grande maison du Trésor Public.





# La DGCPT a tenu son premier comité de direction de l'année 2022.

Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor (DGCPT)

La Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor a tenu son premier comité de direction de l'année pour faire le bilan de 2021 et décliner la feuille de route pour 2022.

C'est au total 26 cadres et managers de différents niveaux qui se sont retrouvés le mercredi 9 février dernier autour du Directeur Général de la Comptabilité Publique et du Trésor, **Frank Yann KOUBDJE**, à la salle de réunion de son cabinet pour échanger sur des questions relatives au fonctionnement de la DGCPT. Parmi les thèmes évoqués, on retrouve le bilan des activités de 2021, le budget 2022 de la DGCPT, le suivi des projets (Bâtiment ex BGD, P3SI, Tableau de bord DGCPT et Carthago Trésorerie et ABT).

Cette réunion a permis de revenir sur les ressources financières, matérielles et humaines afin d'optimiser et d'améliorer

les performances de la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor. Parmi les points abordés, il était question du bilan humain. Pour rappel les effectifs de la DGCPT au 31/12/2021 étaient de 1765 agents (1661 en activités, 22 cas en maladie longue durée, 6 cas d'absentéisme chronique, 48 sorties enregistrées en 2021, 35 départs à la retraite et 13 décès.

Le taux annuel de mobilité est de 19.14%.

Ce Codir était l'occasion de rappeler les perspectives de 2022, rendues publiques à travers la note d'orientation du 12 janvier 2022. Il s'agit notamment de rendre plus vertueuse la gestion de la trésorerie en y certifiant des engagements de service, d'améliorer la gouvernance et restaurer le respect de l'éthique, de renforcer la digitalisation des processus de travail, d'améliorer la mobilisa-

tion des ressources et de renforcer les compétences du capital humain.

Au sortir de ce comité de direction, les principales décisions se résument comme suite :

- Suivre le calendrier du CODIR, trois (3) semaines au préalable avant la plénière;
- S'accorder sur les arrêtés d'écriture en fin d'année et lors des passations de charges;
- S'assurer de la mise à jour des habilitations et de la gestion des cartes d'accès;
- Mettre à la disposition de l'Inspection des Services-Pôle informatique et de la DSI les prises et cessations de service pour la mise à jour des habilitations.



## Promotion des titres du Trésor pour la mobilisation de 700 milliards de F CFA.

Direction des Opérations Monétaires et Financières (DOMF)

Démarrée le 16 février 2022 à Yaoundé au Cameroun, puis le 25 février au Gabon, la campagne conjointe sur la promotion des titres du Trésor dont l'objectif est de mobiliser 700 milliards pour l'Etat Gabonais, soit OTA, 250 milliards et BTA, 450 milliards, s'est poursuivie le mardi 29 mars dernier à l'hôtel Radisson Blu M'BAMOU Palace de Brazzaville, par la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor et la Direction Générale de la Dette.

C'est par une série de rencontres que le Directeur Général de la Comptabilité Publique et du Trésor, **Frank Yann KOUBDJE** et le Directeur Général de la Dette, **Fernand NGOUSSI MAYANGAH**, ont présenté aux banquiers, les

assureurs et les particuliers le projet d'acquisition des titres et des bons du trésor qui seront émis tout au long de l'année 2022.

Tenant à rassurer les investisseurs, le Directeur Général de la Comptabilité Publique et du Trésor a affirmé que « *le Gabon a remboursé 100% des titres et bons émis en 2021, preuve de la solvabilité de l'Etat* ».

L'argent collecté permettra d'investir pour booster l'économie nationale. Après une récession en 2020 (-1,8 % du PIB) selon la Banque Africaine de Développement (BAD), le Gabon a renoué avec la croissance en 2021 (+1,5%). Le pays compte sur une

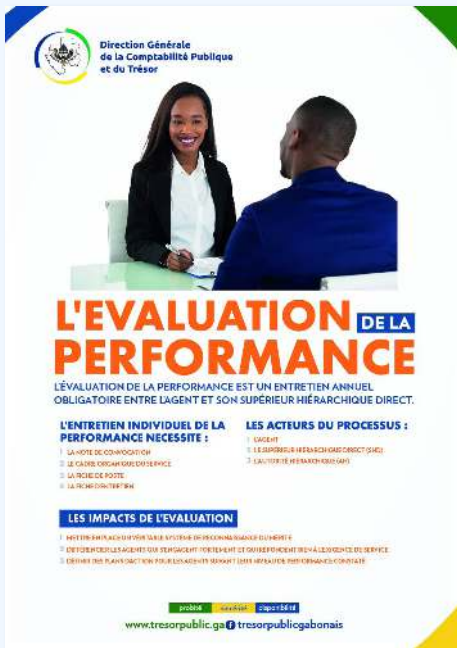
croissance forte de 3 à 3,9% en 2022 selon le ministre de l'Economie, **Nicole Jeannine ROBOTY, épouse MBOU**.





# Déploiement de la campagne de communication sur l'évaluation de la performance des agents.

Direction des Ressources Humaines (DRH)



Inhérente aux relations contractuelles qui lient un employé et son employeur, l'évaluation de la performance s'est constituée au fil du temps comme un outil indispensable de gestion du capital humain.

Au sein de la Fonction Publique, l'évaluation est un moyen pour l'Etat de suivre l'évolution des carrières des agents et de leurs compétences au sein des administrations publiques.

Suite à la note n°0253/MBCP/SG du 20 octobre 2021 marquant l'accord du Secrétaire Général du Ministère du Budget et des Comptes Publics, la campagne d'évaluation de fin d'année à la DGCP a débuté le 2 novembre 2021.

Pour s'assurer que l'ensemble du personnel avait saisi les enjeux liés à cet exercice, la Direction Générale a saisi la Direction des Ressources Humaines afin que, dans le cadre d'une campagne

de communication, elle rappelle les fondamentaux du processus d'évaluation de la performance.

Ainsi la campagne déployée le 2 février dernier consistait à rappeler les objectifs de l'évaluation de la performance, les outils indispensables pour conduire l'entretien d'évaluation, les intervenants dans le processus et enfin préciser le rôle de chacun des acteurs.

Le but étant que l'agent de la DGCP retienne qu'il est évalué pour déterminer sa valeur professionnelle, mettre en évidence ses compétences afin de le valoriser dans son milieu professionnel.

Ainsi, l'évaluation est un outil de management participatif qui met l'homme au cœur du développement de l'organisation en promouvant la performance individuelle dans le but d'atteindre la performance économique.

## Conseil d'orientation scientifique et pédagogique.



Présidé par le Directeur Général Adjoint, **Crésant PAMBO**, le conseil d'orientation scientifique et pédagogique au Centre de Formation et de Documentation du Trésor (CFDT), s'est tenu le 3 mars dernier, conformément à l'article 7 de l'arrêté N°0001/PM/MFPMSPRE/MBCP du 05/01/2018 portant Organisation et Fonctionnement du CFDT.



Ce conseil s'est essentiellement penché sur le bilan des formations exécutées en 2021 et les perspectives de l'année en cours pour le déploiement des formations inscrites au plan de développement des compétences (PDC) 2022.

Le Directeur Général Adjoint a réaffirmé la position stratégique du CFDT en tant



que support essentiel de la DGCP dans la mise en œuvre de la politique de formation.

A cet égard, il a insisté sur la qualité des formations en vue d'améliorer la performance des agents du Trésor.

# Séminaire de formation sur l'éthique et la déontologie administrative.

Direction des Ressources Humaines (DRH) / Centre de Formation et de Documentation du Trésor (CFDT)



Le Centre de Formation et de Documentation du Trésor (CFDT) a abrité le séminaire sur l'éthique et la déontologie administrative courant février 2022.

Avec pour objectifs principaux de vulgariser les règles d'éthique et de déontologie et de présenter les risques liés au non-respect des obligations déontologiques, ce séminaire fait suite à la note de service n°003649/MBCP/SG/CABDG du 23 octobre 2020, dans laquelle, le Directeur Général de la Comptabilité publique et du Trésor, **Frank Yann KOUBDJE**, fait état des «plaintes récurrentes sur l'éthique de certains collaborateurs qui délivrent le service public moyennant une rétribution». C'est avec une fermeté affichée qu'il condamne «ces pratiques illicites et honteuses réprimandées par

le code de déontologie de la DGCPT qui ternissent fortement l'image de notre administration et vont à l'encontre de nos valeurs que sont la probité, la sincérité et la disponibilité ».

Animé, durant quatre (4) jours, par le Directeur du CFDT, **Martial LEYINDA MINZELI** et le formateur **Joachim MOUSSAVOU**, le séminaire de formation sur l'éthique et la déontologie administrative s'est adressé au Top Management (DG, DGA, TC, IS, plusieurs directeurs de la centrale) dans un premier temps et s'élargira aux autres populations.

Pour rappel, dans la note d'orientation n°000167/MBCP/SG/DGCPT/CABDG du 12 janvier 2022 le Directeur Général préconisait « de construire et déployer un code éthique pour engager une tolérance zéro contre la corruption ».



# Séminaire national sur les Statistiques des Finances Publiques (SFP).

Direction de la Centralisation et de la Production Comptable (DCPC)



**« Le Gabon s'est engagé à produire le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) pour l'ensemble du secteur public »**

Le Centre Régional d'Assistance Technique du Fonds Monétaire International (FMI) pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre - AFC) a organisé, du 28 février au 11 mars 2022 à Libreville, un séminaire national hybride (en présentiel et en ligne) sur le thème « les statistiques de finances publiques et les statistiques de la dette du secteur public conformément au Manuel de Statistiques de Finances Publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014) et au Guide sur les Statistiques de la Dette du Secteur Public 2011 (GSDSP 2011) ».

En effet, dans le cadre du programme économique et financier 2021-2023 avec le FMI, le Gabon s'est engagé à produire le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) pour l'ensemble du secteur public et selon les nouvelles normes en matière de Statistiques de finances publiques (SFP) avant la fin dudit programme. Le respect de ce repère structurel présente un défi tant sur le plan technique qu'humain.

C'est pourquoi, le séminaire visait principalement à renforcer les connaissances et les capacités techniques des participants sur la

compilation et l'analyse des SFP et des Statistiques de la dette du secteur public (SDSP) en vue de les aider à produire une Situation des opérations des administrations publiques (SOAP) et une situation de la dette des administrations publiques conformes aux normes et standards internationaux en vigueur.

Plus spécifiquement, les objectifs du séminaire se présentaient comme suit :

- Evaluer la mise en œuvre du Plan d'Actions d'adoption de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE et de la méthodologie du MSFP2001/2014 ;
- Sensibiliser les participants à l'importance des SFP et des SDSP conformes aux normes internationales pour les utilisateurs de données ;
- Renforcer les connaissances des participants sur les définitions relatives aux SFP (champ de couverture, unité institutionnelle, encours, flux économique, transaction, autres flux économiques, recettes, charges, actifs financiers et non-financiers, passifs, solde de gestion, valeur nette, capacité/ besoin de financement etc.) ;
- Renforcer les connaissances des





participants sur les définitions relatives aux SDSP (champ de couverture, les principes d'enregistrement, la classification et valorisation, le traitement statistique des opérations complexes sur la dette) ;

- Renforcer la capacité des participants sur la compilation et la présentation des SFP et des SDSP.

Après les mots de bienvenue et d'ouverture prononcés respectivement par le Coordonnateur d'AFRITAC Centre et le Directeur Général de la Comptabilité Publique et du Trésor, les travaux ont été lancés par le Conseiller chargé des Statistiques de Finances Publiques d'AFRITAC Centre par la présentation des animateurs et des différents participants représentant les diverses administrations publiques au séminaire.

Ce dernier a, par la suite, présenté les objectifs dudit séminaire conformément à aux termes de référence. Suivant le programme des activités, le Directeur de la Comptabilité Publique et du Trésor a fait le point sur l'état d'avancement de la transposition, dans la législation nationale, des Directives du Cadre Harmonisé de gestion des finances publiques de la CEMAC (dont la Directive – No. 05/11 - UEAC-190- CM-22 portant TOFE).

Ensuite, le séminaire s'est poursuivi, le premier jour, autour des points ci-après

: (1) Du MSFP 1986 au MSFP 2014 et (2) Sources de données de base au TOFE MSFP 2014/Directive TOFE CEMAC et au MSDSP 2011 (Tableaux détaillés TOFE 1986, exécution budgétaire, Balance Générale, Etats Financiers) par sous-secteur des administrations publiques.

Le Conseiller Résident chargé des SFP à AFRITAC Centre a d'abord présenté les évolutions méthodologiques entre le MSFP 1986 et le MSFP 2001/2014. Il est également intervenu au cours la seconde présentation pour mettre l'accent sur l'importance de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT) qui constitue la source privilégiée selon le MSFP 2014 et la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE dans le processus d'établissement des statistiques de finances publiques.

Par la suite, les animateurs se sont appesantis les jours suivants sur :

- 1) Les unités et secteurs institutionnels ;
- 2) Le cadre analytique du MSFP 2014 ;
- 3) Les flux, encours et règles comptables ;
- 4) Les transactions de Recettes et de Charges ;
- 5) Les transactions sur actifs et passifs ;
- 6) Les autres flux économiques et compte de patrimoine ;
- 7) Les statistiques de la dette du secteur

public ;

8) La protection sociale.

Enfin, il s'est clôturé par les discussions sur l'actualisation du Plan d'adoption du MSFP 2014 et la création d'un Comité chargé des SFP.

Le séminaire a permis d'enregistrer les résultats suivants :

- la mise en œuvre du Plan d'Actions d'adoption de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE et de la méthodologie du MSFP 2001/2014 a été évaluée ;
- les participants ont été sensibilisés sur l'importance des SFP et des SDSP conformes aux normes internationales pour les utilisateurs de données ;
- les connaissances des participants sur les définitions relatives aux SFP et aux SDSP ont été renforcées ;
- les capacités des participants ont été renforcées sur la compilation et la présentation des SFP et des SDSP ;
- un projet de tableau institutionnel est disponible ;
- un projet de table de passage entre le plan comptable de l'Etat et la classification du MSFP 2014 est disponible.

Pour finir, les principales recommandations du séminaire que l'on retient sont de :



- Poursuivre la mise en œuvre de la réforme sur la comptabilité publique en droits constatés ;
- Privilégier les sources comptables notamment, la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT) et des états financiers dans l'établissement des statistiques de finances publiques ;
- Actualiser le plan d'actions d'adoption du MSFP 2014 et de la directive TOFE ;
- Finaliser la sectorisation des unités du secteur public ;
- Finaliser la table de passage entre le Plan comptable de l'Etat et la classification du MSFP 2014 ;
- Elargir la couverture institutionnelle du TOFE aux autres sous-secteurs notamment les collectivités locales, la

sécurité sociale et les extrabudgétaires ;

- Organiser un séminaire sur la protection sociale.

Pour rappel, les participants à ce séminaire étaient composés des représentants des administrations et entités suivantes :

- Le Cabinet du Ministre du Budget et des Comptes Publics ;
- La Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor ;
- La Direction Générale du Budget et des Finances Publiques ;
- La Direction Générale de la Dette ;
- La Direction Générale de la Statistique ;
- La Direction Générale de l'Economie ;

- La Direction Générale des Impôts ;
- La Direction Générale des Douanes et Droits Indirects ;
- La Banque des Etats de l'Afrique Centrale ;
- La Direction Générale des Hydrocarbures.

# Entretien avec Mme le Payeur d'Afrique du Sud :

## Ernestine MBOUMBA MOUNDOUNGA

Paierie d'Afrique du Sud



### Pour ceux qui ne vous connaissent pas, quel est votre parcours ?

Je m'appelle **Ernestine MBOUMBA MOUNDOUNGA**. J'ai intégré le Trésor Public Gabonais après mes études supérieures en Faculté de droit et des Sciences Economiques de l'Université **Omar Bongo** où j'ai obtenu le Diplôme de Maîtrise en Sciences Economiques. J'occupe actuellement les fonctions de Payeur auprès de l'Ambassade de la République gabonaise en Afrique du Sud depuis le 10/12/2017.

Dans l'administration centrale du Trésor, j'ai tour à tour été affectée à la Direction de la Dépense en 1994, puis à la Trésorerie provinciale de l'estuaire ; le 19/12/2000 à la recette perception du palais de Justice ; le 19/12/2002 comme Chargé d'études du TPG et ensuite le 24/09/2002 Chef de service à la DPRR. J'ai été envoyée en stage à L'Ecole Nationale des Régies Financières de Ouagadougou et fait partie de la 1ère promo-

tion 2006 des diplômés de cette école.

De retour de stage, 5/5/2006 Receveur des Impôts à Oloumi, 2010 : Receveur des impôts à la direction des grandes entreprises ; le 10/10/2014 Directeur des Recettes hors-pétrole. LE 11/12/2015 : Payeur du Gabon au Sénégal.

### Quelles sont vos principales missions/activités en tant que Payeur en Afrique du Sud ?

D'une manière générale, les règles qui s'appliquent aux comptabilités des Ambassades ne sont pas dérogoires de celles qui régissent la comptabilité publique. L'ambassadeur, chef de mission diplomatique, est le Représentant de l'Etat auprès du pays d'accréditation. Le Payeur, en sa qualité de comptable, nommé par son administration de tutelle, est chargé de la centralisation et de la gestion de toutes les opérations de recettes et de dépenses effectuées dans la représentation et dans tous les services publics qui lui sont rattachés

en l'occurrence l'ambassade, l'attaché de défense. Ses principales missions sont d'exécuter les opérations de recettes (prendre en charge et recouvrer les recettes de l'État, de percevoir au comptant les droits de chancellerie et toutes autres recettes de l'État), et de dépenses (prise en charge et paiement des dépenses), de veiller à la conservation des deniers et valeurs, d'assurer la gestion de la trésorerie, de tenir la comptabilité du poste comptable. Il conserve les fonds et valeurs qui lui sont confiés, il gère leur maniemment et les mouvements de comptes de disponibilités. Il conserve l'ensemble des pièces justificatives des opérations et des documents de comptabilité qui lui sont transmises par son ordonnateur.

En l'absence d'un service de contrôle financier institué auprès de la représentation diplomatique, le Payeur exerce les fonctions de contrôleur financier. En cette qualité, il intervient pour s'assurer de la régularité de l'en-





**« Le dialogue avec l'Ambassadeur permettra de rationaliser les dépenses en se concentrant sur les priorités »**

gagement des dépenses au regard de la disponibilité des crédits budgétaires et de la conformité des dépenses aux autorisations de crédits.

Tout en restant rigoureux dans l'application des règles régissant la gestion des deniers publics, il revient au Payeur d'adopter un profil de fonctionnaire expérimenté, enclin à faire partager leur expertise en matière de gestion des finances publiques. A cet égard, le Payeur explique à l'Ambassadeur les principes de droit budgétaire. Les différentes procédures d'exécution du budget (en recettes et en dépenses) etc.

### **Selon vous, quelles sont les qualités/compétences nécessaires pour occuper cette fonction ?**

A mon humble avis, tout Payeur doit avant tout être formé aux techniques de la comptabilité publique. Il doit en outre posséder les qualités suivantes :

- Maîtriser et appliquer rigoureusement des procédures en matière des Finances Publiques ;
- Avoir un sens de la communication et privilégier le travail en équipe ;
- Être méthodique et rigoureux dans le travail ;
- Avoir le sens des priorités et la maîtrise de soi.

### **Après 2 mois d'activités pour l'année 2022, dans ce contexte de covid-19, quelle est l'actualité de la paierie d'Afrique du Sud ?**

La paierie du Gabon en Afrique du Sud aborde ce début d'année avec l'espoir que 2022 sera une année plus prospère que les deux années précédentes.

En effet, depuis plus de deux ans, on observe une baisse drastique de la demande des visas en direction du Gabon. Cette situation s'est amplifiée par l'apparition du variant Omicron dans plusieurs pays d'Afrique australe, y compris l'Afrique du sud. Cela a amené les autorités gabonaises à fermer les frontières aux voyageurs en provenance d'Afrique du Sud entre le mois de novembre 2021 et le mois de janvier 2022.

Par ailleurs, les mesures de prévention anti-covid prohibent le rassemblement de plusieurs personnes dans le même espace. Ces restrictions ont favorisé une baisse significative des mariages qui étaient célébrés à l'ambassade. Dans un tel contexte, les ressources générées par ces activités n'ont pas fait l'objet d'un recouvrement conséquent.

### **Quelles sont les actions prioritaires prévues dans votre plan d'action 2022 ?**

Les actions prioritaires prévues dans mon plan d'action 2022, consistent à répondre favorablement aux orientations définies par la Direction Générale du Trésor. Le dialogue avec l'Ambassadeur permettra de rationaliser les dépenses en se concentrant sur les priorités. Il s'agira de travailler à partir de deux (2) axes fondamentaux :

D'une part, l'établissement d'un dialogue permanent avec l'ordonnateur

des crédits qu'est l'ambassadeur ;

D'autre part, la centralisation de toutes les recettes disponibles au niveau de la paierie, ce qui implique que les services payants au niveau de la chancellerie, devront faire l'objet d'un recouvrement reposant sur des procédures bien élaborées. Par exemple, la mise en place d'un quittancier qui permettra de retracer toutes les recettes. L'objectif à atteindre sera de boucler l'exercice budgétaire 2022 avec un minimum de dettes et de factures impayées.

Le dialogue avec l'ambassadeur permettra de rationaliser les dépenses en se concentrant sur les priorités : les salaires du personnel local, leurs primes et leurs cotisations sociales, ne doivent souffrir d'aucun arriéré. De même, les loyers des diplomates, les factures d'eau et d'électricité, la consommation téléphonique et tout ce qui concourt à maintenir les bâtiments de l'ambassade en sécurité, doit faire l'objet de paiements réguliers.

### **Pour 2022, quelles sont les résolutions que vous avez pris pour satisfaire au mieux les usagers et atteindre les objectifs définis par la Direction Générale ?**

A la paierie du Gabon en Afrique du sud, il convient d'indiquer que pour l'exercice comptable 2022, deux objectifs principaux avaient été déterminés, à savoir, la réhabilitation de la compétence de recouvrement du Payeur (objectif 1) et la formalisation du dialogue de gestion (objectif 2).

- Pour ce qui est de la réhabilitation de



la compétence de recouvrement du payeur, les règlements attendus par la paierie du Gabon en Afrique du sud sont ceux relatifs aux encaissements effectués par les services administratifs de l'Ambassade, au titre des ressources propres :

- Les frais de visas
- Les tenant-lieux de passeports
- Les frais de célébration des mariages
- La traduction de certains documents.

Pour la mise en œuvre de l'objectif (1), la procédure envisagée propose la mise à la disposition des services de la chancellerie, sous l'autorité de l'Ambassadeur, ou de toute autre personne désignée par celui-ci, d'un registre destiné à l'enregistrement des dossiers soumis à l'exercice des prérogatives requises à l'examen, aux fins de la délivrance des actes générateurs de toutes les ressources propres de l'ambassade.

Il est à signaler que les frais de visas, notamment, qui constituent la catégorie des ressources propres la plus importante et qui découlent de plusieurs catégories de visas, tout comme les frais de célébration des mariages, faisaient l'objet d'un encaissement par les services de l'ambassade, sans se référer au payeur, en violation de la séparation des fonctions de comptable et d'ordonnateur.

De manière concrète, les dossiers que

l'Ambassade retiendrait après son examen, pour règlement des frais, se verraient délivrer une fiche de paiement que le bénéficiaire présenterait à la caisse de la paierie, au moment du paiement effectif de la quittance Trésor qui lui serait délivrée en retour. Cette quittance servirait de pièce définitive pour compléter le dossier soumis aux services consulaires. Une confrontation régulière des enregistrements effectués par l'ambassade avec ceux de la comptabilité de la paierie devrait suffire pour permettre un contrôle permanent de l'évolution desdites ressources. Les réunions de confrontation y relatives sont ainsi envisagées à la fin de chaque mois. En termes d'indicateurs à retenir pour cette activité, nous pensons que le pourcentage des visas émis, appuyés de la quittance du trésor issue du rapport tiré entre le nombre des visas considérés et l'ensemble des visas délivrés par l'ambassade, est assez pertinent.

En ce qui concerne (objectif 2), Un comité de trésorerie a vu le jour, des séances consacrées au dialogue de gestion ont commencé à se tenir depuis la fin du mois de février. A l'occasion de celui-ci, doivent être définies et évaluées les dépenses prioritaires, faire le point sur les dépenses effectuées et les recettes encaissées au cours du mois.

A ce propos, les séances consacrées au dialogue de gestion sont appelées à se tenir une fois par mois. Sur ce point

l'indicateur devra être le pourcentage des dépenses prioritaires couvertes par rapport à l'ensemble des dépenses exécutées.

### Votre mot de fin

Je tiens tout d'abord à saluer l'option retenue par les plus hauts responsables de l'administration du Trésor, à partir de l'adoption de la rubrique « un Agent, un Métier », en raison de la portée réelle de celle-ci, tant sur le plan individuel, que pour l'ensemble de nos services.

Au niveau individuel, il importe de relever que l'incitation à la prise d'initiatives tenant compte du contexte professionnel de chacun, entre autres, est reconnue comme ayant vocation à susciter une plus forte émulation dont les conséquences peuvent s'observer sur la qualité des prestations et le rendement du service.

Aussi, doit-il être noté que si les choix individuels opérés sont, d'une part, conformes aux normes de la profession et, d'autre part, compatibles avec les missions qui sont les nôtres, les effets induits ne peuvent que se matérialiser sur l'ensemble des services du secteur intégrant l'administration de la comptabilité publique et du Trésor, par une amélioration significative de la performance.

C'est pour cela que j'estime tout à fait indiqué, de rendre un hommage mérité à notre hiérarchie.

Je voudrais ainsi saisir la présente opportunité pour remercier, au passage, tous mes supérieurs successifs pour leur encadrement, sans lequel, une telle distinction, aussi symbolique soit-elle, ne serait intervenue.

# VIE SOCIALE

## Carnet Rose

NOMS	PRENOMS	NOMS DES ENFANTS	DATE DE NAISSANCE DES ENFANTS	SEXE
MANGA	Leatitia	MFOUDOU NANGHANA Marie Julie	28/03/2022	Féminin
MBOULOU-MOUKEYI DOUME	Warene Paulynys	BENGA MBOULOU Terry Morelle Wamy	25/03/2022	Féminin



## Anniversaires Février

### 01 Février

AKANDA Juliette Helene Rita Epse N'DIGHO; MAKOUYA Nazaire Blaise; OLLA Samuel; SABA OKOUYI Bob Wilfried.

### 02 Février

NDZONDZO KOUMBANGOYE Pauline Epse MBOUMBOUNDAS; KOUMOU NGOUBY Séverin Joseph; KOMBILA KOMBILA Didier; TALADJI Elodie Chimène; NIANGHI MALIBALA Zita Epse ANGOUE; MAGANGA MOULOUNGUI

Diane Octavie Epse MATEYA; CHEYI Lydie; MAROUNDU Sandrine Léa.

### 03 Février

IBILY Louis Bertin; DELECK MVOUANY Brice; FRANCHI SOUNOT Julienne Nathalie; MOMBO MBINA Chimene Daria; LONGHO NGAFOUA Kévin



Childéric; KIGOTSA ETOUGUI Wilfried; MALONGA Francine; CAPITO Chantal-Patricia Epse OGANDAGA.

### 04 Février

MOUSSALI Marie Blanche Epse PENOEL; MATINA Marie-José Epse GNAMANGONGO; MOUZEO Lauryst Beti Rosie Epse LENDJOUNGOU; MATSONGOKOKASSA Presly Shann; LASSEGUE EPOGO Romina Layda Andry; MIMBOUI MI-MBA Grâce Mélina; DINZINGOULI Léa Epse DIPINDA; KOUNEKA Josiane Epse OKOLOGO; MOUGHOMBO Jean Jacques.

### 05 Février

BOURDETTE EBONGWA Mélissa Cécile; AKANDA Thérèse Pierrette Epse N'ZAO-MABIKA; SAMBA Guy Nazair; ONANGA NKOMAH Clarisse Epse LACROIX; ETOUME Edith; SAKA GNAMAKABOLO Dimitri.

### 06 Février

AKOUASSIGA Norbert; DAMBESSA SOKISSA Annie Laure; MAGANGA Florence Epse MADOUTA; BARRIER NGOUANGA Sonia Augustine; MOTO NDONG Francis Cédric.

### 07 Février

NENE Edwige; MAROUNDU Marie Lydie BOUITI.

### 08 Février

TSOUNGHAT Roland Junior.

### 09 Février

LEYAMA ETINGUI Liliane Sylvia; YOPA Jean Jacques; MIBABA Jean Stheve; KOUMBA Annie Flore Epse NGUILESSA; NYARE MINKO Raoul.

### 10 Février

KOUNDJI NZIENGUI Ida Lucrèce; TOUNGUI Anicet Landry; MPARI Emmanuel; BOUANGA MBOUNGO Scholastique Epse MVOULOU-SIMANGOYE; AKIMINA Christine;

### 11 Février

NTSAME EKOOGHA Marie Claire Epse KOMBILA - KOMBILA; MOUNDA EKOSSA Epiphanie Carine FOUNGUI; MONGHO BALONDJI Sam Clarel; ANDALA LEKOGO Fridolin Hermier; KAKAYI NDIBANGOYE Léonce.

### 12 Février

OMOGHE Claudia Epse OBIANG; MAKAHOVIRGINIE; KWAOU MBOUNDZOU Mariette; TOUANGOYE Maggy Pamela.

### 13 Février

NZAGOUDENGUENA Julienne Epse SOUZATTE; ZUE ABESSOLO Jean Olivier; NDJOLEFOU Ursula Prisca.

### 14 Février

ATINE Maimouna; NGOMBI Josette Maguy Margeleine Epse NGOUA NDONG; KEYEP EVA-NZE Merline Epse ABOU; MITENDI Ariane Sonia Epse MAKAMBA; OWANGA MOUNGUENGUI Louis Mac Steve; OKIAMA MBOUROU John Murielle Patricia Epse OBAME NZE; KOMBI EBOUMI Florence.

### 15 Février

MAGANGA Philipine; MBADOU ANDJOU MOU Marie Nadège Epse DJIMBI; NGUEMA NDONG Patrice; BIBANG BI OBIANG Gilbert; MAGANGA Alban Kevin; NIEMBA Guy Fabrice; EDOA Haman; ALLIBALAH Ericka.

### 16 Février

BOUTOTO MIHINDOU Alfred; BAGHEGHE Gilberte NDOMBA.

### 17 Février

MOUSSAVOU-MBOUTSOU Flora; DADA Larissa; BOUKINDA Jeanne Francisca TSANGA; OLINGA Elise Epse ASSA SIMA.

### 18 Février

MOUNGUENGUI Davy; MBOUDY Eric Odilon; KOUMA MAYOMBO Lucien; BOMBE Olga Epse DITSIBA; MPOUHO MBOU Sarah Flora.

### 19 Février

EBALI AMANIE Anouche Susie Célie.

### 20 Février

SIMANGOYE ONGOLLO Gisele Pascale Epse BEKALE; DOUNGALI Boniface; MIKOUANDZA TONDA Justin; BIBALOU MBINA Martine; NDOULI Solange Epse OSSELE; MENDENE M'OLUI Georges.

### 21 Février

NGOUANDA Michele Tatiana; MITETA Yolande; LOGUIWA Constance; NGOMA DIUNGA Blanche Molly.

### 22 Février

MAPANGO KOUMBA Francisca Epse

MOUSSIROU MOUYAMA; ANGOUMA Josiane Epse APOUBA; MALONDAULT Eugénie Epse NDJALANTSIA; PAMBOU Michel Alain; MBOUMBA DYKAQUE Frely.

### 23 Février

NGOGNET Agathe Epse DIYENE; SEGHA Jean Bernard.

### 24 Février

NDZOUNDU MAISSA Clotaire; MBINA Donald Gildas; MOUELE BOUENDJI Adrien; KOUMBA IKAPI Angélique; OSSENDO Roselyne Epse BOUASSA.

### 25 Février

MBONGO DJOGH'OTHA Victor Alex; YINDA Roméo; KOUAWOU KOUMBA Edwige MUSALA NGEMBO; BAYOGHA Eudoxie Hortense Epse DI FRANCESCA.

### 26 Février

DOUMBENENI Jeanne Tatiana Epse MVOUM SALLA; IKWANGUILA OGOULA Christine Epse IGOWA; DJAMBY MATAMBA Deryck Florey.

### 27 Février

OKOMO MOUADJOMOTO Esther; NZAOU Romain.

### 28 Février

LEFLEM Maurice Junior; JAMES AWONGO Isabelle; MOUCKAGA MOUCKAGA Eric Larivière; BOGO Patricia Carine Epse ONKAGUI DIBANGOYE.

# Anniversaires Mars

## 01 Mars

DIBADI MOFOUMA Antoine; MASSIMA Ponsart Prosper; NDEMBY YOUSSOUF Evélyne Yvonne Epse EVINDINKOROUNA; OVONO ONA Céraphin.

## 02 Mars

LESSAGUY LEBIBY Andy; APANGA Jeff Gaël; AVOMO ABESOLO Charlotte; MBIKA Camille; MEDJA NGOUA Marie Chantal; NGOUNDOU Edwige Epse NGANINGA; OBILIGA Rodrigue.

## 03 Mars

BABONGUI NGUIMBI Félicité Epse WORA; MAGANGA BOUNDA Guy; MOULOUANGA Evrade Raphaël; NTOUTOUME Thibaut; NZAMBA BOROBO Hydrice; BRUNEAU Paule Liliane.

## 04 Mars

LILEMBA MOUFOUGHA Olivier; MAGANGA MABICKA Flore Epse MOUSSOUNDA; MBOMBI MOUKAMBI Julienne Epse OKOLOGO; NYAMBI Philippe Léo.

## 05 Mars

ANGOUE BITEGUE Adrien; BIKE ONDO Nicole; IMALET AMEDEKA Léatitia; GNANGUI Germaine; LAPY Eric Landry; MIKALA OULABOU Danisa Nancy; SANDJA Aristide; WOUONO OGNALIGUI Rachelle.

## 06 Mars

ANTSILA Flora Nadège; BANGOMEST Marie-Danielle; BOUDIALA Samuel; BOUDINGA NZENGUE Idriss.

## 07 Mars

PENDI Brice Eric; ABIRI MVOUMA Clémence Epse IPOULI-MOANDJA; ALIGUI BAGANA SEHO Grazie Epse NTSOUMOU BONGO; METO'O MESSA Alain Gervais; MUSADJI MUNGUENGUI Inouchka; NTOUTOUME OBIANG Guy Serge; NYANGONE MINKO L é o n t i n e Epse BIDZANG; NZOHAD LEKOUMOU Max Gracia.

## 08 Mars

ATCHIE MINKO Raïssa; NGUIMBI OGUIAMA Arielle Epse DENDE; NTSAME EKOUMA Carole.

## 09 Mars

ANGOUE Grâce Epse NGOUBOU; BOUSSEYI Pierette Epse LEYINDA; BOUTAMBA DIOUNGA Oswald; MBOUROU MAKANGA Jean Rigobert; MOUSSOUMA Christine; NDZELESSO Anastasie; OLLIANG KAZADI TSHITAMBWE Cédric.

## 10 Mars

BINGOUMA Jeannette Epse OKEMVELE; BOUROBOU MAPANGO Marie Gabrielle Epse BOUTOTO MIHINDOU; FOUNA John Modeste; MBOUISSOU BOUNDZANGA Danielle Epse IWANGOU; YEKEDO GUISSONY Chudney Pascaline.

## 11 Mars

BARBERA Isaac Hugues; ITOUNGHO NDZOI Gauslain Henri; MAPANGOU Joseph.

## 12 Mars

ARONDO Claudine Epse KOUMBA MICHONET; BOKOUKA Firmin; IVALA Térance Cédric; MBIRI OLERY Lydie Epse OTOUNGA OSSIBADJOUO.

## 13 Mars

BETOUE Zita Raïssa Epse MAKOUBA MATALA; FOUSSANDZOGHO Rodolphe Flory; ENGONE NADOU Sonya Claude; KOUMBA ITSOUKIGA Sally Epse ETOUMBI; MOUSSAVOU MIKALA Euloge Joel; NTSAME ALLOGHO Yvette Epse MEZUI; NYAMBIRA Mathilde; OGNAGNA Floriane Angélique EYI; OKOGO Jean Samson; YANFOURILA Christelle.

## 14 Mars

LOUMBILI-DOCTERE Franck Aymar Loïck; MALELA Solange; MAPITA Armand; MILEMACHEME MATSIABA Nadège Epse ANTIMI; OBAME NANG Ange Désiré; OGOULA Georges Junior.

## 15 Mars

LOUMBA Josephat Nolasque; MABIKA Jean de la Croix; MADINGOU MOUMBEKI Judicael; MASSINE LEBOUYOU Ida; MBADINGA Euloge; NDIBA LEKOGHO Natacha Epse LINGOU; NGASSADJOGO LEVOU Dora Rékia; NGOLEYI-NTSENEGUE Judicael.

## 16 Mars

EBIO AMVAME Joseph; MAGHESHIMANGIENDE MAGNAG Corrinne Epse MAGOUANGOU; MEYE ME NDONG Gilberte; MIHINDOU GNOUNDOU Loscyss; MOUYOPA MOUSSOUARI Fabrice; SIMBOU BOUNDA Lucie.

## 17 Mars

NDOUME MANFOUMBI Fredy Stephen Gaby; NZEGOUBADZI MATHOUET Rosine Epse NGNYOGOMIET.

## 18 Mars

GUIGAMBOU MOULAMBOU Diane Prisca Epse KOUMBA MAWOUMBOU; KOUKOUBA AKOUERE Alain Giresse; KOUMBA MOUNDZEO Mignon; MBENANGOYE Estelle; MBOUMINIANDOU Gael Jovite; ONGALI Hervé Darmel.

## 19 Mars

ASSANGOLY Nello Pierre; ASSOUMOU NGUEMA Jean Bernard; BENGONE BITEGHE Gwladys Epse TALI; IMMONGAULT Sylvie Colette Epse DIKOUBA; NGOUONI Georgette Emérence Epse NDOUMBA.

## 20 Mars

ANGO Pierre; BAKONDO Blandine; MABIKAS Joëlle Nanette; MAGANGA MAVOUNGOU Prudence Ingrid Epse MBOUMBA; MISSOUMA MADAKA Herbert; POURA OPANDZA Louis Bertrand.

## 21 Mars

BIBALOU Yolande Sandrine Epse NDONG; KOUMBI MAPELA Prisca; NGOSSO MOUSSOSSA Maryvonne;

NYANGUI Mélanie Epse MATANGOYE.

### 23 Mars

EDOUKA GOTOLOKALI Murielle;  
EDUNZE BEKALE Marie Ginette Epse  
EPAPE; KILAKOUONO Armelle; KOUNDA  
Huguette Carole; MOUNDOUNGA  
Rachel Epse NZIENGUI MAKITA.

### 24 Mars

CHOUA Emmard Gontran; NDONGA  
Silas; NDOUMBA ENTSELE Léodora  
Epse MBA.

### 25 Mars

BIBIELA Marie Edith Epse  
REMBENDAMBYA EDOWIZA; DAMAS  
IZOURE Delphine Josette; EYAGHI OBA  
Sosthène; IBOUTHOU NZENDZELE  
Bertrand.

### 26 Mars

AWONG AWORET Tessy; DJOUMBI  
MBADINGA Gildas; MOUSSAVOU  
Lina Josiane; NTSAME ABESOLO  
Jusceline Epse OBAGA AFOUGOU;  
ZOULA NZE M o d e s t e  
Symphorien.

### 27 Mars

BIYAMBA MATSINGHA Gaëtan;  
IMMONGAULT MAGNAGA Renée  
Christelle; KOUBDJE Franck Yann;  
MADJINZA MIHINDOU Michelle-  
Frydelie-Sabrina; MOUMBOLO Tifène  
Wilina; OBIEME Jeaninne.

### 28 Mars

IKAMBA Ernest; MOMBO Serge;  
ONGUILA-ONGAYE SEFOU Ginère.

### 29 Mars

AYINA Constance; BENGA ALLOGHO  
Hortense Epse NDZOU MBA; LOUEMBA  
Gaëlle Raisy; LOUEMBA MENDOME Iris.

### 30 Mars

BOUNDJAN Arsène Kevin; ENIE Louis  
Innocent Leilab; LELANI Denise  
Nathalie; MBINAT Laure Edith; NZOGHE  
Idrissou Badamassi; REBELLA Patrick  
Roméo.

### 31 Mars

MOUSSAVOU Létitia Hirlaine.

## Départ à la retraite

### RETRAITÉS DU MOIS DE FÉVRIER 2022

NOMS	PRENOMS	NOMS D'EPOUSE
------	---------	---------------

**MPARI** Emmanuel

### RETRAITÉS DU MOIS DE MARS 2022

**NDEMBY YOUSOUF** Evelyne Yvonne **EVINDI NKOROUNA**

**MBOMBI MOUKAMBI** Julienne **OKOLOGO**

**MBOUISSOU BOUNDZANGA** Dannielle **IWANGOU**

## Décès

### DÉCÈS DU MOIS DE FÉVRIER 2022

NOMS	PRENOMS	NOMS D'EPOUSE	FONCTION	DATE DÉCÈS
<b>EPALI</b>	Thierry		<b>Agent à la Perception de Léconi</b>	<b>Mardi 15 février 2022</b>
<b>DJAGUIBORO</b>	Brigitte	<b>NZENGUET MOUELE</b>	<b>Inspecteur Vérificateur</b>	<b>lundi 21 février 2022</b>



probité

sincérité

disponibilité

[www.tresorpublic.ga](http://www.tresorpublic.ga)  [tresorpublicgabonais](https://www.facebook.com/tresorpublicgabonais)